

Questions orales

n'avons même pas à expliquer aux Canadiens ce qui se passe sur le plan économique lorsque les Libéraux dirigent le pays. Ils savent très bien à quel point le bilan libéral peut être désastreux.

Je vais répéter ce que j'ai déclaré. Il est toujours possible de tenir des propos alarmistes au Canada. Pour notre part, nous préférons attendre qu'on nous soumette une proposition que nous examinerons, et soyez certains que nous savons très bien administrer Investissement Canada.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, voyons un peu où nous en sommes. Les Canadiens ont investi plus de un milliard de dollars dans le programme Dash-8 et voici que les gouvernements italien et français veulent acquérir la société de Havilland afin de rehausser leurs propres programmes de technologie aérospatiale. Ce qui plus est, le 8 mars dernier, le ministre de l'Industrie s'est dit prêt à envisager d'aider financièrement ces gouvernements à acquérir la société de Havilland.

Des voix: Quoi?

M. Peterson: Monsieur le Président, le temps n'est-il pas venu pour le gouvernement de défendre les intérêts de l'industrie et des travailleurs canadiens de la même façon que les gouvernements français et italien défendent les intérêts des leurs?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, mon collègue fait valoir un point intéressant et peut-être très important sur le rôle que ces gouvernements peuvent jouer au regard des possibilités d'emploi en Ontario; vraiment très intéressant et très important. Il n'en a pas encore été question, mais je peux lui dire maintenant que le gouvernement fédéral examinerait très sérieusement la chose si le gouvernement ontarien offrait de mettre la main sur les activités de la société de Havilland.

Une voix: Quelle réponse minable!

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, voyez seulement ce qui arrivera lorsque les gouvernements français et italien auront acquis la société de Havilland. Il leur faudra choisir entre produire leur propre appareil de la série ATR ou produire le Dash-8 de la société de Havilland. Ils devront choisir entre offrir des emplois à des travailleurs français et italiens ou garder les 4 900 travailleurs de la société de Havilland, à Downsview. Ils seront obligés de faire un choix entre les fournisseurs italiens et français ou les 85 fournisseurs canadiens de la société de Havilland.

Il n'existe pas de plus sûr moyen de détruire la société de Havilland que de la vendre à vil prix à notre principal concurrent international. Nous demandons au gouvernement de s'opposer à la pire transaction possible pour le Canada.

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je l'ai dit tout à l'heure et je le répète, nous n'avons encore reçu aucune proposition de la société Alenia ni de l'Aérospatiale.

Dès que ce sera fait, Investissement Canada va examiner le plan d'entreprise. Bien sûr, nous pouvons faire comme eux. Nous pouvons sonder les Ontariens sur l'avenir de la société de Havilland.

En tant que ministre, je préfère être conséquent avec moi-même. J'ai établi les règles d'Investissement Canada et je tiens à les respecter. Une proposition sera faite, et nous allons l'examiner. Puis, nous dirons ce que nous en pensons. N'est-ce pas logique?

* * *

CIELS OUVERTS

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports.

Demain, le ministre et son homologue américain, M. Skinner, commenceront à renégocier l'accord bilatéral de trafic aérien entre le Canada et les États-Unis. Le ministre sait à quel point on veut que cet accord soit amélioré, mais il ne faudrait pas discuter de la question du cabotage vers le large, qui accorde aux transporteurs américains le droit de faire concurrence à nos transporteurs, au Canada, pour s'accaparer une part du trafic canadien.

Le ministre protégera-t-il l'aviation commerciale canadienne et retirera-t-il la question du cabotage du programme des négociations, demain?

L'hon. Doug Lewis (ministre des Transports): Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné hier à un groupe de représentants de l'industrie et des syndicats, la libéralisation des espaces aériens fait partie d'une solution et non d'un problème.

J'ai dit que, lorsque les temps sont difficiles, la tentation est forte de se retirer de la concurrence. Or, ce n'est pas le bon moyen de faire progresser l'aviation commerciale.

Nous entreprenons ces négociations dans la perspective d'élargir notre aviation commerciale et nous y parviendrons.

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, hier, dans son discours, le ministre s'est référé au rapport du Comité spécial sur les transports pour appuyer sa position.